

L'URBANISATION DE L'AFRIQUE NOIRE ET SES CONSEQUENCES

Essai de synthèse (1)

Y. MARGUERAT

Centre ORSTOM de Lomé

Au cours de la seconde moitié du XXème siècle, l'Afrique aura connu une mutation d'une extraordinaire ampleur : le passage d'une société essentiellement rurale, dans son mode de vie, ses structures familiales, ses systèmes de pensée, à une société majoritairement urbaine : au début du XXIème siècle, la moitié -au moins- des Africains vivra dans les villes, et surtout dans les grandes villes.

I. URBANISATION ANCIENNE, EXPLOSION RECENTE

Bien sûr, le *phénomène urbain* n'est pas nouveau en Afrique. Le plus ancien site urbain actuellement connu par les archéologues, Djenné-Djenno, au Mali, remonte au IIème siècle avant notre ère. Entre l'an 1000 et 1500, les villes fleurissent dans la vallée du Niger, le Nord et le Sud de l'actuel Nigeria, les rives de l'océan Indien... D'authentiques civilisations urbaines, fondées sur le commerce à longue distance, la spécialisation artisanale, la concentration du pouvoir, se développent là où les sociétés sont suffisamment diversifiées et hiérarchisées. Gao, Kano, Kumasi atteignent probablement les 100 000 habitants.

La *colonisation* bouleverse les systèmes urbains anciens en imposant une autre logique, une autre hiérarchie, d'autres frontières. Tout le territoire africain est découpé, quadrillé par un réseau de postes militaro-administratifs, où viennent s'installer -parfois en gardant quelque distance- commerçants (européens, libanais, indiens, africains d'autres régions) et missionnaires.

(1) Conférence faite à l'OCDI, Cotonou, février 1991.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

135

N° 39339 ex 1

Cpte B

25.7.94

Un nouveau système de *voies de communication* valorise les ports, maritimes et fluviaux, et les gares, en particulier les têtes de ligne, lieux où se concentrent nécessairement les trafics de regroupement des produits d'exportation et de distribution des marchandises importées.

Dans certaines régions (parfois très peu peuplées, comme le Katanga belge), l'activité minière fait surgir du néant de grosses agglomérations, où les ouvriers sont soumis à un travail de type moderne intense, mais bénéficient d'infrastructures et d'équipements rares en dehors des capitales. Mais ces villes-là ne durent qu'autant que l'exploitation de leur gisement.

Certaines régions, comme le Ghana, le Nigeria, ont tôt connu une forte activité économique, et donc une urbanisation précoce, dès les années 1900-1920. Mais, pour l'essentiel, le *démarrage urbain* de l'Afrique se fait après la seconde guerre mondiale. Après quinze ans de stagnation économique, les produits tropicaux connaissent un «boom» sans précédent (le kg de cacao vaut 300 F.CFA en 1953) ; les investissements publics et privés se multiplient (crédits FIDES de la France d'Outre-Mer, implantation des firmes industrielles d'Indochine ou du Maroc) et, avec eux, les besoins de main-d'oeuvre ; les contraintes sur les personnes s'allègent avec la suppression du «travail forcé» et la conquête rapide des autonomies politiques, puis des indépendances.

L'Afrique Noire de 1940 comptait six villes de plus de 100 000 habitants (trois cités précoloniales : Ibadan, Kano et Addis-Abeba ; trois capitales portuaires : Lagos, Accra et Dakar), en 1955 une vingtaine, dont plus de la moitié en Afrique Occidentale.

Les *Indépendances* accélèrent un processus déjà entamé : les nouveaux Etats suppriment en général ce qui restait d'obstacles au libre déplacement (à l'intérieur des pays) et favorisent massivement les centres administratifs, leur capitale en particulier, que l'on est fier de voir grandir.

En 1975, Kinshasa, Lagos, Ibadan, Addis-Abeba ont largement dépassé le million d'habitants, dont s'approchent déjà Dakar, Accra, Abidjan, Nairobi... 65 agglomérations s'échelonnent entre 100 000 et 500 000 âmes (dont près du tiers au Nigeria).

Aujourd'hui une vingtaine de villes ont atteint, ou très largement dépassé, le million d'habitants, soit 40 millions de citoyens, qui s'accroissent chaque année de 2 millions supplémentaires. Une trentaine de villes s'étagent entre 500 000 et 1 000 000 d'habitants, et cent vingt entre 100 000 et

500 000. D'un million en 1940, les habitants de l'ensemble des villes africaines de plus de 100 000 âmes sont passés à 20 millions en 1972 et à environ 75 millions aujourd'hui, sur 450 millions d'Africains (soit un sur six), auxquels s'ajoutent un nombre équivalent d'habitants des innombrables villes petites et moyennes.

Si ces dernières représentent un élément important de la population, c'est pourtant dans les *grandes villes* (voir carte) que se passent les phénomènes les plus spectaculaires, et en particulier les arrivées les plus massives de migrants de l'exode rural.

II. LES MECANISMES DE LA CROISSANCE

Quelle que soit par ailleurs l'ampleur des mouvements migratoires, les villes africaines s'accroissent nécessairement chaque année d'au moins 3 à 3,5 % par *excédent des naissances* sur les décès (soit un doublement tous les 20 ans). Ce taux de croît naturel est difficile à calculer, car il y a trop de mélanges avec les populations rurales (paysannes venant accoucher en ville, vieux citadins retournant mourir au village, etc.). Mais il est certain qu'en ville les vieillards sont peu fréquents et les jeunes ménages nombreux ; par ailleurs, l'infrastructure sanitaire y est, en général, la meilleure du pays : malgré les pathologies propres au milieu urbain (pollutions, eau parfois dangereuse, mélange des germes pathogènes...), tout se conjugue pour une forte poussée du croît naturel.

La grande rapidité de la croissance urbaine en Afrique (qui a atteint parfois 8, 10, 12 % par an, plus que sur aucun autre continent) est donc due à la conjonction de ce fort excédent naturel et d'une puissante *immigration*, que ce soit en provenance directe des campagnes ou par l'intermédiaire des petites villes (où s'est souvent faite l'*acculturation* au milieu urbain, par exemple l'apprentissage d'un métier artisanal, ou la scolarisation secondaire).

Cet «*exode rural*» a deux types de moteurs :

- *les causes répulsives*, qui empêchent les ruraux de rester à la campagne, sont rares en Afrique (à la différence de l'Amérique latine), hormis certaines régions chroniquement surpeuplées, ou bien certains pays frappés par la sécheresse ou la guerre. Mais la gérontocratie qui pèse encore souvent sur les villages, l'impossibilité pour les jeunes de vivre, de se distraire ou de se marier à leur guise, font souvent apparaître la fuite vers la ville comme la seule solution pour une vie meilleure.

- les causes attractives sont fondées sur l'opinion qu'a le rural des avantages de la vie en ville. Comptent, bien sûr, la liberté, les distractions, l'équipement sanitaire..., mais l'élément majeur est la *supériorité économique* de la ville, où, effectivement, l'embauche est meilleure, les promotions possibles, les salaires nettement plus élevés (au Togo, le revenu moyen des ménages est de 57 000 F à Lomé, 40 000 dans les autres villes, de l'ordre de 15 000 dans les campagnes). Que ceux-ci soient la contrepartie d'une vie où tout est monétarisé - y compris l'eau et l'espace - n'est en général pas ressenti : la ville (même en période de crise) est le lieu où la *promotion sociale* paraît possible : le déplacement dans l'espace a d'abord pour but une promotion dans la société.

De ce fait, le but final de l'exode rural est, en général, le *retour à la terre* : on quitte le village pour y revenir un jour, si possible riche et admiré (en cas d'échec total, on préférera végéter en ville que retourner au village en position de vaincu).

Les «migrations de retour» sont de plus en plus importantes, maintenant que l'urbanisation massive a trois ou quatre décennies. Dans bien des régions anciennement monétarisées et scolarisées (Cameroun, Côte-d'Ivoire...), les chefs des familles villageoises se révèlent à l'enquête être d'anciens citadins dans des proportions de plus en plus importantes. Il y a, en fait (sauf peut-être en Afrique centrale, où les communications sont trop difficiles), une *interpénétration* sans cesse plus forte entre les populations citadine et villageoise : que ce soit pour quelques années ou par quelques semaines, les passages de l'une à l'autre sont incessants.

Le mécanisme normal du départ de longue durée vers la ville est celui de la «migration en chaîne». Certes, il y a bien, à l'origine, un aventurier qui s'enfonce seul dans l'inconnu, mais, normalement, le migrant (à l'exception du fonctionnaire muté) ne part que pour rejoindre quelqu'un : un grand frère, un ami, un originaire de la région, un conjoint... On retrouvera ainsi dans telle ville ou dans tel quartier de fortes concentrations d'originaires du même village, du même canton, qui maintiennent entre eux des liens puissants. La propension à migrer sera donc d'autant plus forte que l'on a déjà de nombreux parents installés dans une ville, prêts (du moins le croit-on) à vous accueillir.

Le mouvement habituel est que le jeune viendra d'abord se faire *héberger* chez un parent anciennement urbanisé, dans le cœur de la ville. Plus tard, ayant acquis une source de revenu et éventuellement fondé une famille (par exemple en faisant venir du village une épouse, en général net-

tement plus jeune), notre citoyen déjà confirmé se cherchera un logement à louer, plus loin du centre ville. Enfin, ayant réussi dans la vie, il construira à son tour sa maison, sur une parcelle qu'il ne pourra trouver qu'à la *périphérie*. Ces quartiers extérieurs des agglomérations africaines, à l'inverse de celles d'Amérique latine où viennent s'entasser tous les exclus de la ville et de la campagne, sont donc plutôt des *zones de promotion*, où l'acquisition d'un logement est un signe manifeste de la réussite sociale (si modeste soit-elle). Ce qui signifie d'ailleurs que, souvent, la population des quartiers périphériques est aisément mobilisable pour une prise en main collective de leur amélioration : elle a tout à y gagner.

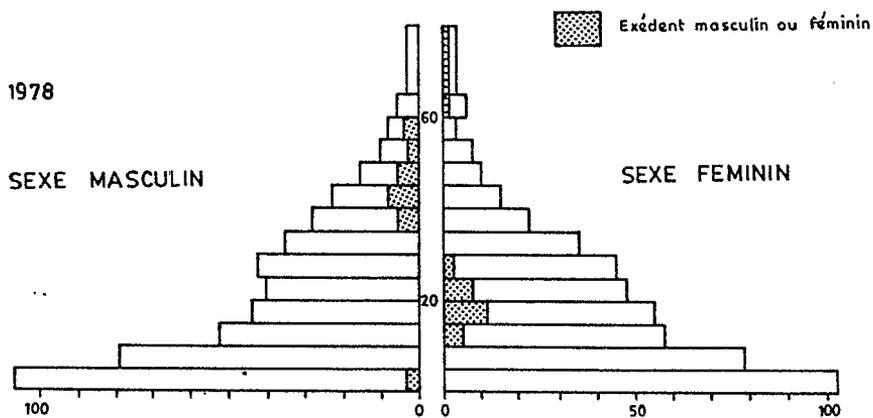
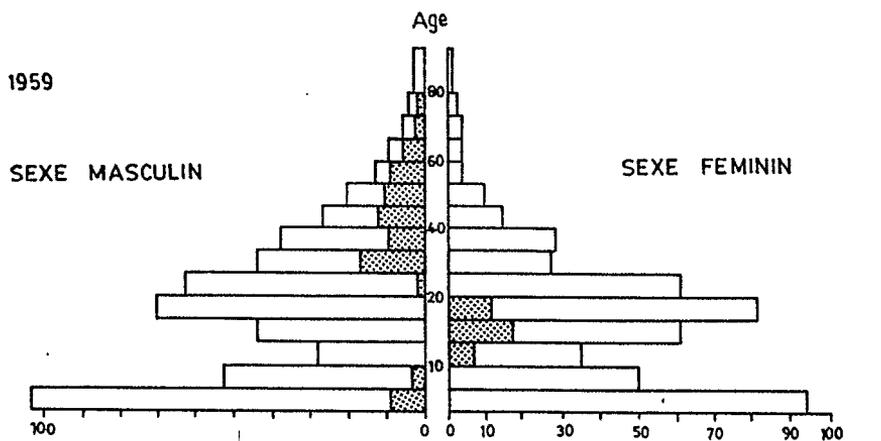
III. LES CARACTERES SPECIFIQUES DE LA POPULATION URBAINE

S'il y a interpénétration des citadins et des ruraux, les villes ont tout de même des populations et des modes de vie qui leur sont bien propres.

Il y a tout d'abord la *concentration* : des dizaines, des centaines de milliers de citadins cohabitent sur quelques centaines ou milliers d'hectares, en perpétuelle expansion spatiale. On ne peut ici que mentionner les *problèmes d'urbanisme* qui en découlent : l'entassement des habitants, de leurs nuisances réciproques, de leurs germes pathogènes..., la course permanente entre l'explosion spatiale plus ou moins anarchique et les efforts des pouvoirs publics pour faire suivre les infrastructures : voirie, eau potable, écoles, marchés, lignes de transports en commun...

Rappelons qu'une ville qui s'accroît de 7 % par an double sa population tous les dix ans, de 10 % tous les six ans. Cela signifie que tous les dix ans, tous les six ans, il faudrait *reconstruire la totalité de la ville* et des équipements. L'effort à accomplir excède toujours les ressources des institutions publiques. Et il faut aussi créer autant d'*emplois*...

Cette population a des *caractères démographiques* originaux. Les hommes y sont en général nettement *majoritaires*, car ce sont eux les moteurs de la migration (sauf à Lomé -et, dans une moindre mesure à Cotonou- où il y a des migrations féminines autonomes). Elle est très déséquilibrée quant aux *âges* : un bon nombre de très jeunes enfants, beaucoup moins d'adolescents, une forte proportion de jeunes (chez lesquels les filles dominent), une concentration d'hommes mûrs, peu de vieux (et encore moins de vieilles).



-Structure démographique de la population africaine de Niamey en 1959 et 1978.

(Extrait de P. Vennetier : *Les villes d'Afrique tropicale*, 1991)

Avec le temps, la population urbaine «*mûrit*», c'est-à-dire se banalise : toujours plus de femmes, plus d'enfants, plus de vieux..., mais les villes africaines, et en particulier les plus dynamiques, ont toujours leurs caractères de front pionnier, peu propices aux familles stables.

Cette population est en général *composite* : même si l'ethnie originelle domine (à condition d'être de taille à ne pas se laisser submerger), les gens affluent de tout le pays, voire des pays voisins (à Abidjan, il y a, parmi les hommes de 20 à 60 ans, 6 % de natifs de la ville, 43 % du reste de la Côte-d'Ivoire et 51 % d'autres pays africains). Entre ces populations d'origines diverses doivent se créer de nouvelles manières de *cohabiter* et d'*échanger*: on voit par exemple apparaître ou s'épanouir un dialecte original, de plus en plus spécifiquement citadin (dioula ou «*français-moussa*» à Abidjan, mina à Lomé, lingala à Kinshasa...), que les jeunes en particulier se chargent de faire évoluer au rythme de leur inventivité verbale.

Car la ville, du fait de ce choc des nouveautés, de cette rencontre des inconnus, est le lieu de l'*innovation*, de la création permanente, opposée à l'immobilisme (apparent) du village. Ce sentiment d'appartenir à un mode de vie privilégié, au monde «*moderne*», est pour beaucoup dans le *sentiment de supériorité* que, en Afrique comme partout, le citadin éprouve vis-à-vis de son frère resté attaché à la terre.

Cependant, tous ne profitent pas également de la ville : seuls arrivent pleinement à s'y intégrer ceux qui obtiennent des *revenus non négligeables*, et peuvent donc se permettre un minimum de loisirs, de vie sociale, de relations intercommunautaires, d'aller siroter une bière en bavardant dans un «*maquis*» ou vibrer dans un stade aux exploits de l'équipe de son quartier... Ceux qui n'arrivent pas à s'intégrer ne font que survivre entre un logement médiocre et un travail peu rémunérateur (ou pas de travail du tout) ; ils restent confinés dans un groupe restreint (mono-ethnique en général) et demeurent toute leur vie des ruraux dans la ville, dont ils ne vivent guère que les inconvénients.

On ne mettra pas nécessairement les *femmes* au nombre des exclus de la ville (encore que dans certains pays musulmans leur claustration en soit aggravée). Souvent, libérées des interminables corvées d'eau de la brousse, riches d'un petit commerce, affranchies aussi de la présence du mari parti tôt le matin pour une longue journée de travail, les citadines vivent souvent leur nouvelle vie comme un progrès, même si elle n'est pas exempte de soucis et de rudesse.

Mais cette *liberté* du citoyen a son revers immédiat : la *solitude*. Bien sûr, la ville africaine est loin de connaître la «*foule solitaire*» décrite par les sociologues nord-américains, et la crise économique, qui oblige à se «*serrer les coudes*», montre bien que, pour l'essentiel, les solidarités traditionnelles continuent à jouer (à Lomé, la taille moyenne des familles, qui ne cessait de se restreindre de recensement en recensement, a réaugmenté dans les années 1980).

Mais quand le code moral qui guidait les individus ne reposait que sur la pression du groupe, sur la contrainte du regard des proches, la liberté de la ville induit, bon gré, mal gré, une *dislocation des valeurs traditionnelles*. Peut-être bien involontairement, par exemple si le père de famille doit supporter plusieurs heures de transport pour se rendre à son lieu de travail : parti tôt le matin, rentré tard le soir, comment peut-il exercer son rôle d'éducateur, quelle que soit sa bonne volonté ?

La vie en ville se traduit, souvent, par une forte *instabilité des familles*. On connaît de longue date la *crise du couple* européen ou américain : elle n'épargne plus la cité africaine. Si la *polygamie «simultanée»* (et surtout la cohabitation des co-épouses) est de plus en plus rare en ville (faute d'argent, faute de place, faute d'âge suffisant...), les *changements de conjoint* sont fort nombreux (sans parler des fameux «*deuxième bureaux*», parfois produits par une législation interdisant la polygamie et favorisant donc l'usage -et plus encore le rejet sans scrupule- de maîtresses, d'autant plus âpres au gain qu'elles savent leur pouvoir de courte durée).

Même si l'union du couple persiste officiellement, la *vie séparée* est une réalité banale : à Lomé, où 25 % des ménages ont pour chef une femme (contre 10 % à Abidjan) et où le tiers des femmes a divorcé à partir de 40 ans, les familles «*normales*» -couple avec des enfants, éventuellement des ascendants, etc.- sont en fait minoritaires : 43 % seulement des ménages...

C'est dire que *l'éducation des enfants* ne peut être la même que dans le milieu traditionnel. Il s'agit là rarement d'un progrès : la carence des adultes, imposées par les conditions de vie ou acceptées du fait de la chute des contrôles sociaux, est la première cause des malheurs des enfants, dont la délinquance et la drogue sont les termes extrêmes.

Mais n'exagérons pas les dangers : dans ce monde nouveau qu'est la ville, les enfants sont les mieux préparés aux mutations, aux adaptations indispensables. Ils sauront sans doute construire un futur qui n'a pas de raison d'être pire que notre monde actuel.

ANNEXE

POPULATION DES PLUS GRANDES VILLES D'AFRIQUE NOIRE (ESTIMATION 1990)

	Population globale	Taux de croissance annuelle	Croissance annuelle absolue
Lagos (Nigeria)	7500 000 (?)	6,0 %	+450 000 (?)
Ibadan (Nigeria)	4500 000 (?)	5,0 %	+225 000 (?)
Kinshasa (Zaïre)	4000 000	5,0 %	+200 000
Abidjan (Côte-d'Ivoire)	3000 000	6,0 %	+180 000
Khartoum (Soudan)	2500 000	6,0 %	+150 000
Dakar (Sénégal)	1 650 000	4,0 %	+65 000
Addis-Abeba (Ethiopie)	1 650 000	2,5 %	+45 000
Maputo (Mozambique)	1 550 000	6,0 %	+90 000
Dar-es-Salaam (Tanzanie)	1 450 000	5,0 %	+75 000
Accra (Ghana)	1 400 000	3,5 %	+50 000
Nairobi (Kenya)	1 400 000	5,0 %	+70 000
Douala (Cameroun)	1 300 000	9,0 %	+120 000
Luanda (Angola)	1 300 000	5,5 %	+70 000
Harare (Zimbabwe)	1 300 000	6,0 %	+80 000
Ado-Ekiti (Nigeria)	1 150 000	6,5 %	+75 000
Lusaka (Zambie)	1 100 000	7,5 %	+90 000
Ilorin (Nigeria)	1 000 000	6,0 %	+60 000
Conakry (Guinée)	1 000 000	5,0 %	+50 000
Mogadiscio (Somalie)	1 000 000	6,5 %	+65 000
Port-Harcourt (Nigeria)	900 000	4,5 %	+40 000
Ogbomosho (Nigeria)	900 000	4,0 %	+35 000
Brazzaville (Congo)	850 000	6,5 %	+60 000

D'après F. MORICONI (INED-Paris)

